

A S S E M B L É E   N A T I O N A L E

X V I <sup>e</sup>   L É G I S L A T U R E

# Compte rendu

## Commission de la défense nationale et des forces armées

— Audition, conjointe, à huis clos, avec la délégation française à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), de Mme Anne-Claire Legendre, porte-parole, directrice de la communication et de la presse au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, sur la lutte informationnelle en Afrique.

Mercredi

22 novembre 2023

Séance de 12 heures

Compte rendu n° 27

SESSION ORDINAIRE DE 2023-2024

### Présidence

**de M. Thomas Gassilloud,**  
*président de la commission  
de la défense nationale et  
des forces armées,*  
**et de Mme Amélia Lakrafi,**  
*présidente de la délégation  
française à l'Assemblée  
parlementaire de la  
Francophonie*



*La séance est ouverte à douze heures dix-sept.*

**M. le président Thomas Gassilloud.** Bonjour à tous. Cette séance, à huis clos, traitera de la lutte informationnelle en Afrique. Nous accueillons Mme Anne-Claire Legendre. Vous êtes diplomate et avez été notamment ambassadrice de France au Koweït. Vous occupez depuis 2001 le poste de porte-parole et de directrice de la communication et de la presse au ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Ce poste revêt une importance particulière alors que les discours anti-français ne cessent de se développer sur le continent africain, que les fausses informations sont instrumentalisées et qu'une nouvelle fonction stratégique influence a été consacrée dans le cadre de la revue nationale stratégique (RNS). De l'influence découle la notion de lutte informationnelle, qui fait partie des nouveaux champs de conflictualité. Reste que la France, en tant que démocratie, ne peut employer les mêmes méthodes que certains de ses compétiteurs et ne joue pas, d'une certaine manière, à armes égales avec eux.

Madame la directrice, vous nous expliquerez sans doute comment la France peut répondre aux stratégies de désinformation menées à son encontre et mettre en place un nouveau narratif. Nous sommes également curieux de savoir si cette dimension est suffisamment prise en compte au niveau interministériel, et notamment ce qu'il en est de la coopération avec le ministère des armées sur ce point.

**Mme Amélia Lakrafi, présidente déléguée de la délégation française de l'assemblée parlementaire de la francophonie.** J'ai le plaisir de retrouver Mme Anne-Claire Legendre, qui a été ambassadrice dans ma circonscription. Je voulais vous souhaiter la bienvenue à cette audition conjointe inédite entre la commission de défense nationale et des forces armées et la section française de l'APF. La section française joue un rôle de premier plan au sein de l'APF et ses représentants sont très attendus et écoutés lors des réunions, tout particulièrement en Afrique francophone. C'est pourquoi la question de la diffusion de l'information sur ce continent revêt une importance considérable, à la fois pour la section française mais également pour l'APF et la Francophonie plus largement. Trop souvent, les amalgames et les approximations sont largement diffusés par les autorités de certains pays, qui reprochent à la France d'apporter seule des réponses politiques et/ou militaires aux crises, au lieu d'assumer leurs responsabilités, conduisant à faire de la France un bouc émissaire bien utile. L'action de la France fait également l'objet d'une propagande intense de la part de pays tiers hostiles. Celle-ci a démontré dans plusieurs cas son efficacité.

La France a pris tardivement la mesure de ce phénomène et, avouons-le, les diplomates n'étaient pas armés pour le contrer. Le Quai d'Orsay a toutefois décidé de réagir et est censé avoir mis en place des instruments pour répondre à cette campagne de dénigrement contre notre pays. J'espère que vous nous en parlerez.

**Mme Anne-Claire Legendre, porte-parole, directrice de la communication et de la presse au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.** Je vous remercie de votre invitation pour cette session conjointe que je comprends sans précédent.

Vous m'avez invitée pour évoquer la lutte informationnelle en Afrique et les moyens dont nous disposons. Cette lutte informationnelle et la manière dont nous pouvons y répondre au titre de la communication diplomatique ont fait l'objet, depuis maintenant plus de deux ans,

d'un certain nombre d'expressions de nos autorités politiques, qui ont guidé notre action. Le Président de la République s'est exprimé à l'occasion de plusieurs discours, notamment aux deux conférences des ambassadeurs de ces dernières années, où il nous a appelés à une diplomatie de combat et à un changement d'échelle en matière de communication face à cette menace informationnelle qu'il a lui-même identifiée, en provenance notamment d'acteurs étatiques, à savoir la Russie, la Chine et la Turquie. Le discours de Toulon s'en est suivi, avec la Revue nationale stratégique (RNS) et l'appel à la création d'une stratégie nationale d'influence dont le Quai d'Orsay est le chef de file interministériel. Enfin, le Président de la République a conclu les états généraux de la diplomatie en février dernier en annonçant à la fois un renforcement et un réarmement de notre capacité diplomatique, notamment en matière de communication et d'influence. La ministre a confirmé cette montée en puissance en matière de communication qui s'est traduit dans la programmation budgétaire et les moyens humains en 2023 et 2024. Il s'agit du cadre conceptuel dans lequel nous nous inscrivons et nous travaillons. Cette stratégie nationale d'influence est en cours d'élaboration au Quai d'Orsay, en lien avec les autres ministères compétents.

Je voudrais tout d'abord revenir sur quelques termes. Le thème de cette audition est la lutte informationnelle. Mais le Quai d'Orsay ne s'inscrit pas dans une guerre informationnelle. Ce registre relève davantage de nos partenaires de l'interministériel, à savoir nos partenaires de l'état-major des armées et de sa cellule d'influence, le commandement de la cyberdéfense (Comcyber) ou d'autres membres de l'appareil d'État. Le Quai d'Orsay mène quant à lui une stratégie d'influence et de communication stratégique à l'égard de l'Afrique dans un cadre non agressif. Tel est le rôle de la diplomatie.

Pour répondre à cette menace, nous avons conduit depuis deux ans et demi une réforme profonde de notre dispositif de communication stratégique, qui se poursuit pour renforcer notre action, tout particulièrement en Afrique, où la menace est particulièrement criante, et plus largement sur la totalité du globe. Nous estimons en effet que la menace informationnelle actuelle en Afrique relève en partie d'une manifestation de la guerre hybride menée par différents acteurs. Nous y sommes également particulièrement attentifs dans le cadre de la guerre en Ukraine, qui se déploie notamment dans son aspect informationnel vis-à-vis de nos opinions occidentales et du reste de la planète. Cet effort doit être tous azimuts de notre part.

Je tiens à souligner à quel point le travail est mené en lien étroit entre différents acteurs de l'État. Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, à travers la direction Afrique et de l'Océan indien et la direction générale de la mondialisation, est concerné sur tous les aspects de coopération et de soutien aux médias mais il en est de même pour les opérateurs, puisque le travail en équipe France correspond à une demande particulièrement forte du Président de la République. Nous travaillons également avec l'état-major des armées, sa cellule d'influence et le Comcyber. Les contacts sont quotidiens, en flux, dans le traitement de la menace informationnelle. Nous travaillons également étroitement avec le service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères, Viginum, quand la menace touche à nos intérêts vitaux nationaux sur le territoire.

L'état de la menace en Afrique est toujours aussi fort. Nous avons vu cette menace se concentrer et se déployer à partir d'un certain nombre de pays. Cette menace est principalement russe dans son expression. Evguéni Prigojine, qui est désormais décédé, a mis en place un appareil de désinformation à l'appui de la milice Wagner. Il l'a fait en

commençant par le Mali et la République centrafricaine. Ces deux pays sont aujourd'hui des diffuseurs actifs de la désinformation russe, que l'on voit aujourd'hui se déployer dans une géographie beaucoup plus large. Un effort particulier a été identifié sur le Mali, le Burkina Faso et le Niger mais il se déploie plus largement, avec des campagnes de désinformation à Madagascar mais également au Bénin et au Sénégal, notamment à l'occasion d'échéances électorales particulièrement sensibles sur lesquelles les Russes souhaitent jouer.

La mort d'Evguéni Prigojine a entraîné une certaine confusion dans cet appareil, constitué d'une série d'individus financés par la Russie et des fermes à trolls, qui permettent de créer de la viralité inauthentique sur les réseaux sociaux et qui sont en partie installées dans ces pays, mais aussi à Saint-Pétersbourg. Certains acteurs sont donc sur le continent africain et d'autres en dehors. Tout ceci est amplifié par une série de médias audiovisuels, RT et Spoutnik, qui ont, à la suite des sanctions de l'Union européenne, reporté toute leur capacité francophone vers l'Afrique, mais aussi toute une série de faux médias qui ont été créés par la Russie, finançant ainsi des acteurs locaux qui se créent pour soutenir l'action de la Russie sur le terrain.

Ce dispositif a connu une certaine forme de confusion au décès d'Evguéni Prigojine. Nous avons pu le voir parce que ce décès est intervenu de façon concomitante avec le coup d'État au Niger. Nous avons pu noter, malgré l'efficacité de la propagande russe, que certains acteurs avaient du mal à prendre position et que ces lignes de commandement avaient probablement été affectées par sa mort. Aujourd'hui, nous assistons à une reprise en main par les forces armées russes de ce dispositif de désinformation. Il est clair que pour l'avenir, nous allons faire face au même type de menaces informationnelles de la part de la Russie, du fait d'une stratégie désormais portée par le ministère de la défense russe.

Nous devons aussi faire face sur le continent à une désinformation chinoise, qui est de nature différente puisqu'elle vise davantage à promouvoir les intérêts de la Chine qui, aujourd'hui, sont survalorisés dans l'espace médiatique africain au regard de la réalité du bénéfice que peuvent en tirer les populations africaines.

La Turquie a également déployé un certain nombre de médias francophones, dont la chaîne TRT. Celle-ci propose depuis un an et demi une chaîne en français à destination de l'Afrique. Elle diffuse notamment des contenus sur l'islam hostiles aux intérêts français.

Il ne faut pas oublier les acteurs locaux. Ce que nous avons vécu au Niger a marqué un tournant dans la désinformation. Les acteurs locaux se sont approprié le discours anti-français et anti-occidental. La production de contenus désinformant sur notre pays n'a pas été majoritairement le fait de la Russie mais celui d'acteurs au Niger pour soutenir le coup d'État en cours. La Russie est ensuite intervenue de façon opportuniste pour soutenir cette dynamique. Une autonomisation de ce discours se produit aujourd'hui, dont il faut bien avoir conscience. Ce discours et ces pratiques sont devenus une ressource politique dans ces pays, instrumentalisée par certains. Nous devons en tenir compte dans l'analyse de notre réponse.

Face à ces menaces, nous avons très nettement transformé notre dispositif de communication stratégique mais également le narratif, qui est cœur de ce que nous devons porter à l'échelle du continent. Ce narratif a été fixé par le Président de la République, dans le cadre de l'agenda transformationnel défini dès le discours de Ouagadougou et que nous continuons à déployer sur le terrain. Vous évoquiez, avec France Médias Monde et RFI

auparavant, la puissance de la poussée démographique africaine et de la créativité. Tout cet agenda vise à se rapprocher de la jeunesse africaine, qui est aujourd'hui en demande d'emplois, de formations, de perspectives et de reconnaissance de sa capacité créatrice. Tout l'effort aujourd'hui porte sur la transformation de notre narratif pour pouvoir parler à cette jeunesse, soutenir ses actions en matière d'industrie culturelle et créative mais également dans le domaine du sport ou d'autres domaines.

Ce changement de narratif s'accompagne d'un changement de portage de notre communication. Nous avons depuis deux ans développé une communication d'influenceurs. Il s'agit, dans un contexte où la parole institutionnelle est profondément remise en cause, de travailler à trouver des voies tierces qui permettent de parler de la coopération positive qu'elles peuvent entretenir avec la France. Cela passe par le développement de toute une série d'actions pour identifier, nourrir et alimenter ces influenceurs ou ces communautés d'alliés que nous trouvons sur le terrain, qui sont le meilleur antidote à la désinformation. Nous leur adressons quotidiennement des éléments de contenus sur la réalité de notre action. Nous avons développé des produits de communication digitaux dédiés à l'Afrique. Notre compte Facebook du Quai d'Orsay a été recentré sur l'Afrique puisqu'il s'agit du réseau le plus important sur le continent. Nous avons développé de nouvelles séries vidéo dédiées aux diasporas sur le continent pour mettre en valeur leur rôle dans la construction de nos relations. Des *newsletters* dédiées à l'Afrique permettent de rassembler et de fédérer tous ces acteurs.

Il s'agit d'une nouvelle manière de faire de la communication positive.

Reste que face à cette menace, un dispositif de veille, de riposte et de coordination de notre stratégie, avec un certain nombre de partenaires, était nécessaire. Depuis août 2022, à la demande de la ministre Catherine Colonna nous avons créé une sous-direction dédiée à ces questions au sein de la direction de la communication et de la presse. Celle-ci nous permet aujourd'hui, au Quai d'Orsay, de disposer d'une analyse autonome des dynamiques informationnelles sur le continent africain et ailleurs.

Son premier rôle est d'effectuer de la veille. Elle produit, en cas de crise, une analyse des menaces informationnelles auxquelles nous faisons face, en lien avec les ambassades qui nous font remonter les signaux faibles, Viginum et le Comcyber.

Cette analyse permet ensuite de construire des stratégies de riposte que nous déployons avec des moyens de communication, très agiles, qui ont été renforcés. Il convient en effet de réagir très vite. Lors de la crise au Niger, nos services ont ainsi déconstruit, avec les ambassades, une quarantaine de campagnes de désinformation qui visaient nos emprises et nos intérêts, en faisant remonter des contenus qui permettaient de rétablir les faits auprès de toute une série d'acteurs mais aussi par les réseaux sociaux et la production de contenus vidéo.

Cette sous-direction a enfin pour troisième objectif de construire une stratégie de façon collaborative. Outre le travail quotidien avec les acteurs étatiques que j'ai évoqués, nous travaillons aussi à construire des stratégies avec nos partenaires européens. Nous avons contribué à cet effet à accroître les capacités du service européen de l'action extérieure, puisque mandat lui a été donné de créer une cellule de communication stratégique dédiée à l'Afrique. Nous avons par ailleurs créé une cellule de coordination avec les Européens. Nous voyons aujourd'hui monter en puissance ces stratégies collaboratives européennes pour

contrer les *fake news* russes. À titre d'exemple, un sommet s'est tenu entre la Russie et le continent africain à Saint-Pétersbourg. En préparation de ce sommet, dont nous pouvions anticiper que la Russie l'utilise pour faire valoir toute une série de fausses informations dans ses relations avec l'Afrique, nous avons travaillé avec l'Union européenne et tous les autres États membres, ainsi qu'avec les États-Unis, mais aussi l'Ukraine, à démonter un certain nombre de fausses informations, notamment sur la sécurité alimentaire.

Une *task force* interministérielle informationnelle (TF2I), qui a vocation à être mise en place en cas de crise informationnelle, a en outre été créée. Elle a évidemment été activée à l'occasion du coup d'État au Niger. Elle permet de rassembler les capacités de la sous-direction veille et stratégie, avec des capacités de la cellule d'influence de l'état-major des armées, pour pouvoir travailler ensemble. C'est ce que nous avons fait pour le Niger en août 2023 et ponctuellement dans d'autres situations de désinformation massive.

Aujourd'hui, la coordination interministérielle est donc bien en place et elle est par ailleurs renforcée par des structures de long terme. Le comité interministériel de lutte contre les manipulations de l'information (COLMI) est une instance qui se réunit à l'invitation du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN). Il permet de partager nos analyses en matière de menaces internationales et de proposer aux autorités, au plus haut niveau de l'État, des stratégies de riposte et de caractérisation. Je vous donnerai des exemples qui ne concernent pas l'Afrique mais dont vous avez sûrement entendu parler. Ces derniers jours, nous avons dénoncé une campagne de la Russie qui visait à amplifier l'apposition d'étoiles de David sur les murs du dixième arrondissement de Paris. Nous avons auparavant dénoncé pour la première fois une opération en juillet dernier ; Madame Colonna l'avait fait elle-même à propos de la copie de sites informatiques par la Russie, dont nous avons été victimes au Quai d'Orsay comme une trentaine d'autres médias européens, dans le but de diffuser de fausses informations.

Un dernier élément de coordination interministérielle tient au lien avec les plateformes de réseaux sociaux, qui ont un rôle essentiel à jouer puisqu'elles constituent une partie du problème de notre point de vue. Celles-ci n'exercent pas de modération suffisante en Afrique, où elles dédient très peu de capacités. Aucun modérateur n'est présent en Afrique et très peu de réponses sont apportées aux régulateurs africains. Ce constat a été très clairement exprimé, notamment dans le cadre du réseau francophone des régulateurs des médias (REFRAM), auquel l'autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM) participe. Aucune réponse n'est apportée aux régulateurs africains lorsqu'il s'agit de lutter contre des campagnes de manipulation de l'information qui mettent en cause l'ordre public ou d'autres questions. Nous avons, en tant qu'État français, un rôle de signalement auprès de cette plateforme quand nous faisons face à des campagnes de désinformation. Nous travaillons à cette fin en lien avec le ministère de la transition numérique, l'ambassadeur pour le numérique Henri Verdier et d'autres services de l'État qui permettent de faire pression ou de demander à ces plateformes de réagir.

Enfin, puisque ce travail se conduit directement avec elles, un travail est mené pour renforcer nos ambassades sur le terrain, afin qu'elles soient mieux équipées pour ce faire. Un certain nombre d'augmentations d'emplois sont prévues pour le ministère des affaires étrangères en 2024, qui vont bénéficier à la direction de la communication mais aussi à nos ambassades, avec une priorité pour celles situées en Afrique.

**M. Yannick Chenevard (RE).** La Chine est engagée depuis plusieurs années dans un travail progressif de consolidation de sa présence en Afrique. Elle a investi massivement et est le premier créancier mondial de ces pays pauvres. Ce qui peut être lu comme un avantage pour certains pays africains réside dans le fait que la Chine offre une aide sans conditionnalité de gouvernance. Celle-ci devient ainsi la principale détentrice de la dette extérieure africaine à hauteur d'un tiers, soit 365 milliards de dollars. En termes de puissance douce, la quasi-totalité des pays du continent a rejoint l'initiative chinoise des nouvelles routes de la soie. En outre, 61 instituts Confucius ont été inaugurés dans 46 pays. Néanmoins, des inquiétudes commencent à se faire jour autour du piège de la dette.

Quant à la Russie, elle a de nouveau étendu son influence en Afrique, après avoir été très présente au moment des indépendances : intervention militaire en Libye ; renforcement de ses liens avec l'Algérie et l'Égypte ; soutien au gouvernement du Mali et du Soudan ; tentative d'action au Mozambique et un peu plus largement à Madagascar. Le sommet Russie-Afrique de Sotchi a incarné cette montée en puissance, la Russie se présentant sous deux aspects, celui d'un partenaire économique et d'un prestataire de sécurité, ainsi que celui d'un défenseur des souverainetés et d'un rempart contre « les ingérences des anciennes puissances coloniales ». Se cache derrière ces aspects une recherche d'importants contrats dans le domaine du gaz, de la sécurité ou du paiement.

Malgré la mort d'Evgueni Prigojine, Moscou semble avoir l'intention de garder la main sur le marché de la sécurité privée, avec l'officialisation fin septembre du nouveau recruteur du groupe Wagner, Andreï Trochev, qui est secondé en sous-main par Dimitri Syty, un homme de 34 ans qui a pour mission de faire en sorte que les clients ne fuient pas, fort de son profil de jeune cadre commercial ayant d'ailleurs étudié dans plusieurs de nos universités européennes. Compte tenu du temps imparti, je ne parlerai pas de la Turquie.

Mes questions sont les suivantes. Au-delà des exercices que mènent nos armées, comment le Quai d'Orsay perçoit-il la constitution de médias d'influence sur Internet pour contrer les narratifs anti-français (aspect défensif) mais également pour montrer et dépeindre la réalité des actions russes, turques ou chinoises (aspect offensif) ? Par ailleurs, comment renforcer les synergies et la coordination entre les effectifs militaires présents en Afrique et les acteurs de la diplomatie pour défendre les intérêts français, en particulier dans la lutte informationnelle, conformément à l'ambition de la loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 ?

**M. Laurent Jacobelli (RN).** Merci pour votre exposé très clair, à travers lequel nous reconnaissons bien l'expertise et l'excellence du Quai d'Orsay. Nous sentons à travers vos propos que vous appartenez au corps diplomatique et nous avons réellement besoin de cet outil précieux, qu'il faut d'ailleurs renforcer. Certaines déclarations, parfois peu mesurées, du Président de la République ont pu jouer un rôle dans les questions d'information et de désinformation. C'est la raison pour laquelle il est rassurant de pouvoir en parler avec des diplomates, dont il faut souligner le rôle. Vous avez très bien dressé le tableau de ce qu'il se passe en matière d'information et de désinformation. Vous avez montré la volonté de contrer les fausses nouvelles et d'améliorer l'image de notre pays. Vous avez évoqué un certain nombre d'outils institutionnels. Je voulais savoir si vous envisagiez également une communication à travers des moyens moins officiels, un peu plus détournés, sans aller bien évidemment jusqu'à utiliser les mêmes armes que nos contradicteurs.

Par ailleurs, nous avons évoqué les zones d'influence en matière de désinformation, notamment de la Russie et de la Chine, en particulier contre la France. Voyez-vous de nouvelles zones poindre, qui mériteraient notre attention et sur lesquelles vous avez déjà pris les devants, probablement à travers des outils pour assurer l'image de notre pays et une information juste de notre action ?

**M. Emmanuel Fernandes (LFI-NUPES).** Je souhaite profiter de cette occasion pour remercier les fonctionnaires du Quai d'Orsay, qui font preuve d'exemplarité et qui, singulièrement en cette période, font montre de leurs compétences d'analyse et de gestion de crise. Je souhaite également, au nom de mon groupe, réaffirmer notre attachement au corps diplomatique et à l'ensemble de ses personnels. Celui-ci démontre au quotidien sa capacité à servir les intérêts de notre pays et s'applique à œuvrer au rayonnement de la France à travers le monde.

Il apparaît que la stratégie d'influence de la France en Afrique, formulée dans la revue nationale stratégique 2022, s'apparente à une stratégie de contre-influence chancelante. En effet, celle-ci concède à nos adversaires les très grandes difficultés, pour ne pas dire l'échec de la France à rayonner et apporter une politique pragmatique et cohérente ces dernières années. En témoigne par exemple la montée du ressenti anti-français, par lequel j'entends évidemment un rejet des politiques menées par la France et non pas de la France ou de son peuple en soi. Ce sentiment constitue un terreau fertile aux influences russes, chinoises ou turques que vous avez citées, qui semblent n'avoir jamais été aussi efficaces qu'aujourd'hui et qui nous nuisent. Ces très grandes difficultés sont celles de la France, des doubles standards, des discours à géométrie variable ou des opérations militaires sans objectif politique. Ce sont les petites phrases, les compromis à l'africaine et ces doubles standards et ce mépris parfois ressentis par les peuples africains qui sont rejetés. Nos discours sont tantôt illisibles, tantôt insincères et ils rendent flous des politiques sans orientation.

Alors que nos instruments de rayonnement apparaissent aujourd'hui trop faiblement opérants et peu crédibles pour les peuples, ne serait-il pas temps de remobiliser la culture, les arts, la coopération scientifique et technique pour réapparaître comme une puissance crédible ? Comment vos activités s'articulent-elles avec ces domaines, qui nous semblent être la clé de notre influence et de notre rayonnement ?

**Mme Anne-Claire Legendre.** Merci beaucoup pour ces questions.

Monsieur Chenevard, vous évoquiez tout à fait justement les tentatives de la Chine et de la Russie pour étendre leurs influences. Il faut en effet revenir sur le cas de la Chine, qui a beaucoup gagné ces dernières années en termes d'influence et d'image positive sur le continent africain. Je pense toutefois que nous arrivons à un tournant aujourd'hui. Le poids de la dette est extrêmement visible pour nos partenaires africains. Par ailleurs, la France agit pour tenter de les soulager de cette question de la créance qui pèse extrêmement lourd. Tel a été l'objet du nouveau pacte financier de juillet, qui nous a d'ailleurs permis, pour un certain nombre d'entre eux, de lever la créance chinoise. C'est un travail que nous conduisons avec la Chine et que va d'ailleurs poursuivre Madame Colonna dans son déplacement cette semaine.

Vous évoquiez plus précisément la question des médias, qu'il s'agirait de développer pour pouvoir contrer ces tentatives d'un certain nombre de compétiteurs. Une feuille de route médias et développement a été adoptée par la ministre deux mois plus tôt à la conférence des



ambassadeurs. Elle permet de renforcer l'action de la France en soutien aux médias indépendants à travers le monde. L'idée est de soutenir le droit de tous les individus à travers le monde, et particulièrement en Afrique, à avoir accès à une information fiable, ce qui n'est malheureusement plus le cas. Nous travaillons à former des journalistes et à soutenir des médias indépendants sur place. Tel est également le rôle de France Médias Monde, qui possède une branche dédiée à la formation des journalistes, CFI, pour laquelle nous avons accru très nettement nos financements, afin qu'elle puisse jouer ce rôle de soutien à des médias locaux. La création de médias est envisagée dans le cadre de la Maison des mondes africains, qui est un des projets portés dans le cadre de l'agenda transformationnel annoncé par le Président de la République. Le groupement d'intérêt public devrait être créé dans les mois à venir et a vocation à porter un média et toute une plateforme de contenus digitaux, qui sera précisément non institutionnelle et qui permettra de s'adresser à d'autres types de publics qui pourraient être rebutés *a priori* par des contenus de nature institutionnelle.

S'agissant du caractère agressif de notre action pour contrer la propagande russe, j'évoquais notre action collaborative avec l'Union européenne au moment du sommet de Saint-Petersbourg où nous avons agi de la sorte. Nous avons démonté, les uns après les autres, les promesses faites par la Russie en 2019 lors du premier sommet avec l'Afrique, pour montrer que Vladimir Poutine pouvait afficher une ambition avec l'Afrique mais que celle-ci se révélait illusoire voire qu'elle constituait dans certains cas une atteinte à la souveraineté. Wagner est la première de ces atteintes puisque cette milice, au-delà des aspects informationnels, et se finance sur des ressources qu'elle pille pour chacun des pays concernés. Nous mettons tous ces éléments en valeur frontalement. Nous le faisons aussi en informant un certain nombre de journalistes et d'acteurs de l'OSINT sur ce que nous percevons de l'action de prédation menée par Wagner et la Russie. Ceux-ci peuvent ensuite réaliser leur travail mener leurs propres investigations sur les actions de prédation.

Vous évoquiez la nécessité de renforcer la coordination entre diplomates et membres des forces armées. Ce travail a été au cœur de notre action depuis deux ans, à travers le Comcyber, l'état-major des armées et la cellule d'influence. Un travail extrêmement étroit a lieu depuis Paris et a vocation à être dupliqué sur le terrain. Nous demandons à nos ambassadeurs de tenir un comité de communication avec la totalité des acteurs de l'équipe France, c'est-à-dire nos opérateurs et les attachés de défense, et de faire en sorte que la France ne parle que d'une seule voix mais de façon démultipliée dans l'ensemble des réseaux.

La présence sécuritaire et militaire est au cœur des actions de désinformation. La désinformation a très vigoureusement ciblé ce qui touchait à la présence militaire de la France en Afrique. Il faut que nous puissions aujourd'hui valoriser la culture, les industries culturelles et créatives et le sport. Notre stratégie vise donc à communiquer moins sur notre présence mais mieux sur le bilan qui a été le nôtre en matière de lutte contre le terrorisme et valoriser davantage tout cet agenda positif transformationnel qui est au cœur de notre action.

Monsieur Jacobelli, vous avez évoqué différentes questions, les outils institutionnels et les moyens détournés. En tant que démocratie, nous n'utilisons pas les moyens de la Russie. Nous n'allons pas tomber dans la désinformation. Nous n'allons pas créer de trolls et de campagne de désinformation. Ce serait à terme faire gagner les compétiteurs, en créant une équivalence entre tous les contenus. Je pense d'ailleurs que ce que recherchent aujourd'hui la Russie et la Chine est d'entraîner une confusion des esprits qui ferait que plus rien ne serait crédible et jugé légitime. Pour désinstitutionnaliser, nous travaillons avec des acteurs tiers,

comme les *fact checkers*. Nous menons une action de soutien au *fact checking* en Afrique, pour faire croître ces réseaux. Quant aux autres zones de désinformation, nous faisons face à une montée en puissance du phénomène. Les Russes sont en train de tester manières de tester leurs capacités et les modalités de mener des guerres hybrides. L'Afrique est un terrain de jeu. L'Ukraine en est un autre majeur, avec une guerre hybride menée contre la population russe, sous le coup d'une désinformation massive. Nos opinions publiques occidentales sont évidemment visées. Le reste du monde l'est également. À mon sens, la Chine observe ces pratiques très précisément. Nous faisons également face à de la désinformation en provenance d'Azerbaïdjan. Nous surveillons tous ces théâtres avec beaucoup d'intérêt. S'agissant des intérêts français, les Jeux olympiques risquent d'être un moment d'exposition massif. Nous nous coordonnerons avec tous les autres appareils de l'État pour y répondre.

Enfin, pour répondre à la dernière question, je suis présente pour aborder la menace informationnelle et n'ai évoqué que cet aspect de notre action en Afrique. Je vous renverrai néanmoins aux propos de la ministre qui est intervenue en séance publique, dans le cadre de l'article 50-1 de la constitution, sur notre politique en Afrique. Les pays que nous citons abondamment aujourd'hui sont le Mali, le Niger et le Burkina Faso, qui ne sont que 3 sur 54. Notre coopération est en croissance sur tout le reste du continent africain. Les étudiants africains viennent massivement en France. Nous restons le premier pays d'accueil des étudiants d'Afrique subsaharienne. Nous avons connu une augmentation de plus de 40 % des demandes de visa pour la France de cette catégorie de demandeurs. Notre pays reste visiblement attractif pour la jeunesse africaine. Tout le travail mené aujourd'hui dans le cadre de l'agenda transformationnel vise précisément à mettre l'accent sur les attentes de la jeunesse africaine, avec qui des coopérations extrêmement positives doivent être mises en place. Le secteur des industries culturelles et créatives est au cœur de notre agenda, tout comme le sport et de soutien à l'entrepreneuriat. Notre réseau de coopération reste aujourd'hui le plus important sur le continent. Il a reçu un soutien de moyens de la part de nos autorités puisque dans le cadre du projet de loi de finances, un certain nombre de nouvelles mesures ont été prises pour renforcer notre action en matière de soutien à ces industries créatives et pour confier à nos ambassades des moyens de plus grande agilité sur le terrain. Nous avons été critiqués sur le fait que nous intervenions sur de grands projets d'infrastructures, peu visibles et lisibles car financés par un certain nombre de bailleurs institutionnels. Nous avons aujourd'hui redonné à nos ambassades la capacité de financer de petits projets, visibles de la part des communautés et dont les effets bénéfiques pour les populations locales sont immédiatement lisibles et compréhensibles.

**Mme Nathalie Pouzyreff (RE).** Nous ne pouvons que nous féliciter du bon niveau de coordination interministérielle et de la stratégie d'influence qui est développée. Entre l'éthique que nous nous devons de respecter et le fait que nous aimerions disposer de narratifs plus offensifs ou tout au moins plus proactifs, la question de la limite demeure. Nous aimerions bien que la voix de la France soit parfois plus assumée et assertive, par rapport notamment à la désinformation menée par les Russes.

Ma question porte sur un autre sujet, à savoir le narratif postcolonial que vous développez. Dans l'opinion publique mondiale, à travers cette opposition entre l'Ouest et le Sud global, les reproches aux anciens colons ressortent, plus particulièrement en Afrique. Il est d'ailleurs facile pour les Russes d'exploiter ce filon. Nous le voyons aussi dans la guerre en Israël, où les universitaires de Harvard s'emparent du fait qu'Israël puisse être une puissance colonisatrice en Cisjordanie pour développer tout un narratif qui nous place au cœur de la

guerre informationnelle entre des démocraties occidentales et d'autres démocraties moins libérales voire des dictatures.

**Mme Anne-Claire Legendre.** Votre remarque est tout à fait juste. De fait, il existe une manipulation principale du fait colonial et d'un narratif post-colonial. Il s'agit du ressort central de la désinformation russe que nous voyons se déployer et, de façon opportuniste, également de la Turquie et de la Chine, qui surfent sur cette vague postcoloniale. Nous y apportons des réponses sur le fond. Vous savez que le Président de la République a souhaité travailler très activement sur ces questions de mémoire, en ouvrant toute une série de chapitres qui restaient douloureux dans notre histoire avec le continent, en Algérie, au Cameroun et au Bénin avec les restitutions. Notre volonté, face à la montée de ce discours, est de répondre avec une attitude de vérité. Nous sommes prêts à regarder notre histoire en face. Nous avons ouvert cette démarche avec toute une série de pays, dont certains d'ailleurs sont plus ou moins volontaires pour la mener. L'action est appréciée et demande à être poursuivie.

Le Président de la République a également souhaité et mis en œuvre une réforme du franc CFA dans le courant de ses mandats. Il s'agit d'un des points d'accroche de la désinformation. Nous cherchons à faire mieux connaître cette réforme car il est impressionnant de constater que l'effet de désinformation reste plus prégnant que la réalité des démarches que nous avons engagées. Il faut aujourd'hui répéter qu'à l'initiative de la France et du Président Emmanuel Macron, nous avons réformé le franc CFA mais que la réforme n'a pas été jusqu'au bout du fait, sur certains aspects, d'un certain nombre de dirigeants africains qui n'ont pas souhaité se détacher de cette accroche monétaire.

Le reproche du double standard constitue un sujet plus vaste. Nous l'avons vu très largement émerger au moment de la guerre en Ukraine et aujourd'hui, il se cristallise dans le cadre du conflit que nous voyons se développer au Proche-Orient.

Tout notre effort de réforme de la gouvernance internationale vise à y répondre. La France, avec ses partenaires, est à la manœuvre pour réformer la gouvernance internationale de manière qu'elle soit plus représentative, légitime et efficace. Nous devons évidemment intégrer dans ces organes de gouvernance internationale des représentants des États émergents et des grands acteurs de la planète pour pouvoir la transformer et répondre aux besoins qui s'expriment dans certaines parties du monde. Nous soutenons la réforme du Conseil de sécurité. Nous avons soutenu, les premiers, la présence de l'Union africaine au G20. Nous sommes en train de réformer la gouvernance des institutions financières internationales pour permettre que les besoins de financement de la transition écologique, en Afrique notamment, soient pris en compte.

Nous répondons à cette demande qui relève de la souveraineté des États. À ce titre, nous sommes aujourd'hui des partenaires de souveraineté pour ces États, alors que la Russie et la Chine vont dans le sens contraire. La Russie met en cause la souveraineté des États par le chantage réglementaire et énergétique mais également Wagner. La Chine met quant à elle en cause la souveraineté des États par l'accumulation de créances qui créent une dépendance dans les décisions souveraines des États. Cette action doit également passer par un état des lieux de la signification de ce double standard. Aujourd'hui, le vrai double standard tient au fait que personne ne parle des conflits en Afrique, du Yémen, des victimes en Syrie ou en République démocratique du Congo. Il faudrait lire ce double standard dans le sens inverse.

Enfin, tous ces phénomènes bénéficient à un certain nombre de puissances autoritaires. La Chine et la Russie ont pour objectif stratégique de remettre en cause le système international pour proposer un autre système au bénéfice de leurs intérêts. Nous devons nous mobiliser avec tous les autres partenaires pour maintenir ce système international de façon renouvelée, en répondant aux intérêts de tous les États souverains, pour que la souveraineté soit finalement au cœur de notre système. C'est ce que nous présentons comme offre à nos partenaires africains et plus largement à travers le monde. Il me semble que cette offre est aujourd'hui entendue.

**M. le président Thomas Gassilloud.** Merci, Madame la directrice, pour cette présentation précise et dynamique. Je vous félicite pour l'action que vous menez, que j'estime très courageuse, dans un contexte où l'Occident est remis en cause dans une guerre informationnelle, qui ne se mène pas à armes égales et qui donne une priorité forte à l'attaquant.

\*

\* \*

*La séance est levée à treize heures onze.*

\*

\* \*

### **Membres présents ou excusés**

*Présents.* - M. Yannick Chenevard, Mme Caroline Colombier, M. François Cormier-Bouligeon, M. Jean-Pierre Cubertafon, M. Thomas Gassilloud, M. Laurent Jacobelli, Mme Gisèle Lelouis, Mme Murielle Lepvraud, Mme Lysiane Métayer, M. Pierre Morel-À-L'Huissier, M. Christophe Naegelen, Mme Josy Poueyto, Mme Natalia Pouzyreff, Mme Valérie Rabault, M. Julien Rancoule, Mme Isabelle Santiago, M. Bruno Studer, M. Michaël Taverne

*Excusés.* - M. Pierrick Berteloot, M. Christophe Bex, M. Christophe Blanchet, Mme Yaël Braun-Pivet, M. Steve Chailloux, Mme Cyrielle Chatelain, M. Jean-Marie Fiévet, Mme Raquel Garrido, Mme Anne Genetet, Mme Anne Le Hénanff, M. Sylvain Maillard, M. Olivier Marleix, Mme Alexandra Martin (Alpes-Maritimes), Mme Michèle Martinez, M. Frédéric Mathieu, Mme Marie-Pierre Rixain, M. Fabien Roussel, M. Mikaele Seo, Mme Liliana Tanguy, Mme Mélanie Thomin

*Assistaient également à la réunion.* - M. Emmanuel Fernandes, Mme Marine Hamelet, Mme Amélia Lakrafi